



Cabinet Versaillais d'Expertise comptable  
et de Commissariat aux comptes

Carole PIONNIER

Yannick MAURY

Olivier GOMES

## **ASSOCIATION DES DIPLOMÉS DU GROUPE ESSEC**

**Siège social : 11/13, avenue de Friedland – 75008 PARIS**

**N° SIREN : 308 381 086**

---

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

## ASSOCIATION DES DIPLOMÉS DU GROUPE ESSEC

Siège social : 11/13, avenue de Friedland – 75008 PARIS

N° SIREN : 308 381 086

---

### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Mesdames, Messieurs,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

#### Fondement de l'opinion

##### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

##### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'Assemblée générale**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier et dans les documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration de l'association.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement

s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Versailles, le 16 mai 2025



**CVEC**  
Commissaire aux comptes  
Olivier GOMES

## **Annexe - Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

## BILAN ACTIF

	Exercice clos le 31/12/2024			Exercice clos le 31/12/23
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net au 31/12/24	
Capital souscrit - non appelé				
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits ...	114 744	107 226	7 518	21 593
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	4 113	2 473	1 640	2 920
Autres immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Autres participations	2 751 362		2 751 362	2 751 362
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	18 248	18 248		
Autres	2 000		2 000	2 000
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)</b>	<b>2 890 467</b>	<b>127 948</b>	<b>2 762 519</b>	<b>2 777 875</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	430		430	
Créances				
Clients et comptes rattachés	49 737		49 737	146 826
Autres créances	11 287		11 287	34 663
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	12 921 787		12 921 787	12 456 423
Charges constatées d'avance	78 239		78 239	88 325
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)</b>	<b>13 061 479</b>		<b>13 061 479</b>	<b>12 726 237</b>
<b>CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES (III)</b>				
<b>PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)</b>				
<b>ECARTS DE CONVERSION ET DIFFÉRENCES D'ÉVALUATION ACTIF (V)</b>				
<b>TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V)</b>	<b>15 951 945</b>	<b>127 948</b>	<b>15 823 998</b>	<b>15 504 112</b>

## BILAN PASSIF

	Exercice clos le 31/12/24	Exercice clos le 31/12/23
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	13922 102	13897 857
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	225 236	24 246
<b>SITUATION NETTE</b>	14 147 339	13922 102
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL FONDS PROPRES (I)</b>	14 147 339	13922 102
<b>FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	452 400	165 265
Provisions pour charges	249 522	247 783
<b>TOTAL PROVISIONS (III)</b>	701 922	413 048
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		16
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	492 321	768 496
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	319 762	280 356
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	68 432	67 679
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	94 223	52 414
<b>TOTAL DETTES (III)</b>	974 737	1 168 962
<b>ECARTS DE CONVERSION DU PASSIF (V)</b>		
<b>TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)</b>	15 823 998	15 504 112

## RÉSULTAT

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Variation	
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	623 627	623 488	139	0%
Montant net du chiffre d'affaires dont à l'exportation	623 627	623 488	139	0%
Production stockée				
Production immobilisée				
Subvention d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	70 841	389 769	(318 928)	-82%
Autres produits	3 972 938	3 858 245	114 693	3%
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>4 667 406</b>	<b>4 871 502</b>	<b>(204 096)</b>	<b>-4%</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
Achats de marchandises	817		817	
Variation de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	2 831 085	3 278 697	(447 611)	-14%
Impôts, taxes et versements assimilés	102 010	105 320	(3 310)	-3%
Salaires et traitements	1 152 585	1 234 197	(81 613)	-7%
Charges sociales	508 393	510 258	(1 866)	0%
Dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	15 356	19 230	(3 874)	-20%
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions	57 315	30 000	27 315	91%
Autres charges	458	790	(332)	-42%
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>4 668 019</b>	<b>5 178 492</b>	<b>(510 473)</b>	<b>-10%</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>(613)</b>	<b>(306 990)</b>	<b>306 377</b>	<b>100%</b>
Bénéfice ou perte transférée (III)				
Pertes ou bénéfice transféré (IV)	13 363		13 363	
<b>TOTAL QUOTE-PART DE RESULTAT SUR OPERATIONS EN COMMUN (III - IV)</b>	<b>13 363</b>		<b>13 363</b>	
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
De participation	99 800		99 800	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	442 375	352 569	89 806	25%
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)</b>	<b>542 175</b>	<b>352 569</b>	<b>189 606</b>	<b>54%</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		18 248	(18 248)	-100%
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI)</b>		<b>18 248</b>	<b>(18 248)</b>	<b>-100%</b>
<b>2. RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)</b>	<b>542 175</b>	<b>334 321</b>	<b>207 854</b>	<b>62%</b>
<b>3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - V + V - VI)</b>	<b>528 199</b>	<b>27 331</b>	<b>500 869</b>	<b>1833%</b>



	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Variation	
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>				
Sur opérations de gestion	116	198	(82)	-42%
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
<b>TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)</b>	<b>116</b>	<b>198</b>	<b>(82)</b>	<b>-42%</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>				
Sur opérations de gestion	679		679	
Sur opérations en capital		3 283	(3 283)	-100%
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	302 400		302 400	
<b>TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)</b>	<b>303 079</b>	<b>3 283</b>	<b>299 796</b>	<b>9131%</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)</b>	<b>(302 963)</b>	<b>(3 085)</b>	<b>(299 878)</b>	<b>-9720%</b>
<b>PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS (IX)</b>				
<b>IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (X)</b>				
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)</b>	<b>5 209 697</b>	<b>5 224 269</b>	<b>(14 572)</b>	<b>0%</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)</b>	<b>4 984 461</b>	<b>5 200 023</b>	<b>(215 562)</b>	<b>-4%</b>
<b>BÉNÉFICE OU PERTE</b>	<b>225 236</b>	<b>24 246</b>	<b>200 990</b>	<b>829%</b>

---

## ANNEXES

---

## FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

### 1. TRAITEMENT COMPTABLE DES COTISATIONS REÇUES

L'ADGE a mis en place l'adhésion à vie auprès des étudiants du Groupe ESSEC à compter de la rentrée de septembre 2017. Par une convention en date du 27 avril 2017, l'ADGE a confié à l'ESSEC le soin de recouvrer la cotisation des étudiants par tiers au cours de chaque année de scolarité et en totalité dès la 1ère année d'étude à compter de l'exercice 2020 suite à la modification de la convention avec le Groupe ESSEC. Les adhésions sont reversées à l'ADGE par l'ESSEC selon un échéancier déterminé. Pour la comptabilisation de ces adhésions à vie, il a été décidé de retenir dans les comptes de l'exercice le total des cotisations effectivement encaissées au 31 décembre par l'ADGE. Les cotisations reçues après cette date sont comptabilisées sur l'exercice suivant.

### 2. CIRCONSTANCES QUI EMPECHENT LA COMPARABILITE D'UN EXERCICE A L'AUTRE

Néant.

### 3. AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Néant.

# RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

## 1. RÈGLES GÉNÉRALES

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 22/06/1999, la loi n° 83-353 du 30/04/1983 et le décret 83-1020 du 29/11/1983, et conformément aux dispositions des règlements comptables 2014-03 relatif au plan comptable général et le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

## 2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Logiciels	3 ans
Agencement, aménagement, installation technique	5 à 10 ans
Matériel de bureau et mobilier	5 ans
Matériel informatique	3 ans

Les titres de participation sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat. Une provision pour dépréciation est pratiquée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur d'utilité est inférieure au coût d'acquisition. La valeur d'inventaire est déterminée par référence à l'actif net comptable corrigé de la filiale et de ses perspectives de rentabilité.

## 3. FRAIS D'ÉTABLISSEMENT

Les frais de constitution, de transformation et de premier établissement ont été inscrits à l'actif en frais d'établissement.

#### **4. PROVISIONS**

Des provisions pour risques et charges sont constituées lorsque la société a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers sans contrepartie. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

Une provision pour départ à la retraite a été comptabilisée en provisions pour risques et charges pour prendre en compte les charges relatives aux membres du personnel ayant atteint l'âge de 40 ans et ne bénéficiant pas d'une pension de retraite au régime général. Au 31 décembre 2024, cette provision (charges sociales comprises) s'élève à 40 362 €.

#### **5. CRÉANCES**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### **6. PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS**

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

#### **7. HONORAIRES CAC**

Les honoraires du commissaire aux comptes se sont élevés en 2024 à 13 017 €.

#### **8. EFFECTIFS**

Les effectifs en ETP (équivalent temps plein) sont de 19 salariés en 2024.

#### **9. CONTRIBUTION EN NATURE**

Les élus ont un mandat de représentation et de réflexion stratégique qui entre dans le champ statutaire et donc qui est exclu de la valorisation du bénévolat.

L'association a recours au bénévolat dans le cadre de son activité ; pour autant, la mise en place de procédures internes, permettant de le quantifier, serait démesurée au regard de la valorisation *in fine* de la contribution en nature correspondante

## VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	À l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	13 897 857	24 246			13 922 102
Excédent	24 246	- 24 246	225 236		225 236
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>13 922 103</b>		<b>225 236</b>		<b>14 147 338</b>

## IMMOBILISATIONS

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluati on légale
		Réévaluation	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions et mises hors service		Valeur d'origine en fin d'exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles	114 744					114 744	
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)</b>	<b>114 744</b>					<b>114 744</b>	
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agenc- des constructions							
Installations techniques, matériel et outillage industriel							
Installations générales, agencements divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier	17 217				13 104	4 113	
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)</b>	<b>17 217</b>				<b>13 104</b>	<b>4 113</b>	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations	2 751 362					2 751 362	
Autres titres immobilisés							
Prêts et autres immobilisations financières	20 248					20 248	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)</b>	<b>2 771 610</b>					<b>2 771 610</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)</b>	<b>2 903 571</b>				<b>13 104</b>	<b>2 890 467</b>	

## AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	93 151	14 076		107 226
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)</b>	<b>93 151</b>	<b>14 076</b>		<b>107 226</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Inst. techniques, matériel et outillage industriel				
Inst. générales, agencements, aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	14 296	1 281	13 104	2 473
Emballages récupérables et divers				
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)</b>	<b>14 296</b>	<b>1 281</b>	<b>13 104</b>	<b>2 473</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II)</b>	<b>107 447</b>	<b>15 356</b>	<b>13 104</b>	<b>109 700</b>



# DÉPRÉCIATIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
<b>PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS</b>				
Dépréciation sur immobilisations incorporelles				
Dépréciation sur immobilisations corporelles				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de placement				
Dépréciation sur immobilisations financières	18 248			18 248
Dépréciation sur stocks et en cours				
Dépréciation sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>18 248</b>			<b>18 248</b>

## PROVISIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>				
Provisions pour reconstitution des gisements pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour implantation à l'étranger (avant 1/1/92)				
Provisions pour implantation à l'étranger (après 1/1/92)				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>				
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes et charges				
Provisions pour pensions et obligations similaires	33 047	7 315		40 362
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	380 005	352 400	70 845	661 560
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>413 052</b>	<b>359 715</b>	<b>70 845</b>	<b>701 922</b>

## ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	18 248		18 248
Autres immobilisations financières	2 000		2 000
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	49 737	49 737	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 580	3 580	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	5 366	5 366	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	2 341	2 341	
Charges constatées d'avance	78 239	78 239	
<b>TOTAL DES CRÉANCES</b>	<b>159 510</b>	<b>139 262</b>	<b>20 248</b>

## ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	492 321	492 321		
Personnel et comptes rattachés	146 073	146 073		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	145 939	145 939		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	8 412	8 412		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	19 337	19 337		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	68 432	68 432		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	94 223	94 223		
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>974 737</b>	<b>974 737</b>		

## FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et participations	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation du résultat	Quote-part du capital détenue	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Chiffre d'affaires hors du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette				
MDE sarl	1 450 000	8 870 720	99,18%	2 618 045			826 333	202 808	
Essec Publications sarl	61 000	186 047	99,85%	60 766			299 812	1 376	
Cortambert consultants	15 245	65 512	99,80%	7 607			1 288	-16 755	99 800
S.C.Cergy	5 429 288	- 23 914	1,68%	64 943			0	- 440	

## CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montants
Charges d'exploitation	78 239
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
<b>TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>	<b>78 239</b>

## PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montants
Produits d'exploitation	94 223
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
<b>TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b>	<b>94 223</b>

## CHARGES À PAYER

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	298 709
Dettes fiscales et sociales	219 781
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
<b>TOTAL CHARGES À PAYER</b>	<b>518 490</b>

## PRODUITS À RECEVOIR

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	2 341
Disponibilités	
<b>TOTAL PRODUITS À RECEVOIR</b>	<b>2 341</b>

**ASSOCIATION DES DIPLOMÉS  
DU GROUPE ESSEC**

**Siège social : 11/13, avenue de Friedland – 75008 PARIS**

**N° SIREN : 308 381 086**

---

**Rapport du Commissaire aux comptes  
sur les conventions réglementées  
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Au cours de notre audit, nous avons été informés des conventions suivantes mentionnées à l'article L. 612-5 du Code de Commerce qui sont intervenues au cours de l'exercice écoulé.

**Conventions conclues antérieurement qui se sont poursuivies au cours de l'exercice**

- Personnes morales concernées : **Madame Stéphanie BOUVIER JOSSERMOZ** gérante de **MDE** et Directrice de l'**ADGE** lors de la signature de la convention, aujourd'hui remplacée par **Madame Marie-Pierre SCHICKEL**.

1- Contrat de location

Co-contractant : MDE



Nature et objet : Bail de sous-location d'une partie des locaux loués par MDE 11-13 rue de Friedland à Paris 8, à compter du 3/1/2023 pour une durée de 9 ans moyennant un loyer mensuel de 40 594.36€ HT.  
Les charges sont également facturées au locataire, et sont exigibles dans les mêmes conditions que le loyer.

Modalités : Facturation par par MDE à ADGE au titre de  
l'exercice 2024 :  
Loyers **606 536.47 € TTC**  
Charges locatives **199 424.45 € TTC**  
Frais d'accueil **31 963.37 € TTC**

-----O-----

Versailles, le 16 mai 2025

  
**CVEC**  
Commissaire aux comptes  
Olivier GOMES